

9 MAI 2015

CS/11900

Le nouveau Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient présente une situation intenable pour les Palestiniens comme les Israéliens

7446e séance – après-midi

- CONSEIL DE SÉCURITÉ

- COUVERTURE DES RÉUNIONS

M. Nikolay Mladenov appelle les parties à prendre des décisions difficiles et des mesures concrètes pour revenir à des négociations sur les questions de fond

Intervenant, pour la première fois, devant le Conseil de sécurité en tant que Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Nikolay Mladenov a appelé les parties au conflit israélo-palestinien à rechercher une solution « sur le terrain » car, a-t-il dit, le maintien du statu quo est intenable. Israël doit geler les activités liées à l'implantation de colonies de peuplement et les Palestiniens doivent, quant à eux, œuvrer à une réconciliation véritable entre les différents groupes.

S'agissant du Liban, il s'est adressé aux députés pour leur demander d'élire un président au plus vite, et à la communauté internationale, pour qu'elle élève le niveau de son aide envers un pays qui accueille actuellement 1,2 million de réfugiés syriens enregistrés, avec le taux le plus élevé de réfugiés par habitant dans le monde.

M. Mladenov a constaté que le Moyen-Orient faisait face à une « vague de terreur et d'extrémisme violent qui représente un défi périlleux pour la région et la paix et la sécurité internationales ». L'incapacité pendant 60 ans de répondre à la fois aux aspirations légitimes du peuple palestinien à disposer de leur État et à la demande de sécurité d'Israël alimente une situation qui devient plus dangereuse jour après jour, a-t-il dit.

Il a ensuite affirmé que la paix ne pourra être obtenue qu'en promouvant la solution de deux États. Cette solution, a-t-il précisé, doit être recherchée par les parties sur le terrain, la

communauté internationale et les Nations Unies. Soulignant la difficulté des décisions que les parties devront prendre à cette fin, le Coordonnateur spécial a appelé le nouveau Gouvernement israélien à adopter des mesures tangibles favorisant le retour à des négociations sur les questions de fond, y compris le gel des activités de colonisation. « La poursuite d'une coopération sécuritaire entre les autorités palestiniennes et israéliennes demeure, selon lui, la pierre de touche d'un règlement pacifique de la solution ».

M. Mladenov s'est ensuite dit profondément préoccupé par la poursuite des activités de colonisation le mois dernier à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, avec notamment l'approbation de permis de construire pour la construction de 400 nouvelles unités d'habitation dans la colonie de Ramat Shlomo. Ce type d'annonce, non seulement sape les espoirs des partisans de la solution des deux États, mais compromet également la viabilité des efforts de paix, a-t-il prévenu. « Ne nous faisons pas d'illusions sur les conséquences de ces actions unilatérales ». Rappelant l'illégalité des colonies de peuplement, le Coordonnateur spécial a exhorté le Gouvernement israélien à revenir sur ces décisions et à s'abstenir de toute action de ce type.

Puis, il a déclaré que les tensions persistaient en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. « Au cours des trois incidents séparés qui s'étaient produits à la fin du mois d'avril, trois Palestiniens, y compris un adolescent de 17 ans, ont été tués après avoir, selon les informations disponibles, poignardé et blessé des soldats israéliens à des postes de contrôle à Hebron et à Ma'ale Adumin », a-t-il notamment précisé. Le Coordonnateur spécial a en outre affirmé qu'Israël continuait de démolir des maisons et bâtiments palestiniens. « Sur la période considérée, 15 bâtiments, comprenant 33 lieux de résidence, ont été démolis, donnant lieu au déplacement forcé de 25 Palestiniens, dont 14 enfants », a-t-il dit, avant d'exhorter Israël à cesser ces démolitions.

En ce qui concerne Gaza, M. Mladenov a fait part du choc qu'il avait ressenti lors de sa première visite dans le quartier de Shujaiya, devant l'ampleur des destructions, la lenteur des travaux de reconstruction et les besoins énormes des habitants qui, a-t-il rappelé, doivent reprendre leur vie et retrouver leurs moyens de subsistance. « Gaza est désespérée et en colère », a-t-il dit, en expliquant que cela résultait du maintien du blocus, de la fermeture de Rafah et des mesures imposées par le Hamas à la population palestinienne comme, par exemple, l'impôt de solidarité. Les habitants de Gaza, a-t-il ajouté, sont aussi en colère à cause du manque de respect des engagements financiers des donateurs.

M. Mladenov a invoqué le devoir moral et humanitaire des autorités israéliennes et palestiniennes de prévenir une implosion à Gaza. Il a appelé, en particulier, les factions présentes sur le terrain afin qu'elles maintiennent la paix à Gaza.

Il a ensuite mentionné des incidents en matière de sécurité survenus au cours de la période examinée, malgré le cessez-le-feu. Il a ainsi condamné trois tirs de roquettes lancées depuis Gaza contre Israël le 23 avril, un autre tir le 3 mai, ainsi que 19 tirs d'essai vers la mer, tout en précisant qu'ils n'avaient fait aucun blessé, ni causé de dégâts. En réaction, les Forces de défense israéliennes, a-t-il poursuivi, ont mené des raids aériens sur Gaza qui ont endommagé un site militaire du Hamas sans toutefois faire de victime. Des tirs provenant de ces mêmes forces auraient en outre blessé neuf Palestiniens à Gaza, tandis que trois militants ont été tués au cours d'autres incidents liés à l'effondrement de tunnels.

Sans véritable réconciliation et unité palestiniennes, tous les efforts visant à améliorer la situation à Gaza seront difficiles, a prévenu le Coordonnateur. Il a indiqué qu'une délégation de ministres palestiniens s'étaient rendue à Gaza pour lancer un processus visant à réintégrer les employés du secteur public, dont des dizaines de milliers n'ont pas perçu de salaire depuis plus d'un an, mais sans résultat. Il a toutefois salué la détermination du Premier Ministre palestinien, M. Rami Hamdallah, à trouver une solution à ce problème.

La réconciliation doit prévoir la reprise du contrôle des points de passage entre Israël et l'Égypte par le gouvernement de consensus national, a recommandé le Coordonnateur. La réconciliation doit aussi ouvrir la voie aux élections générales palestiniennes attendues depuis trop longtemps, a-t-il souligné. Cette responsabilité incombe en premier lieu aux autorités palestiniennes, mais aussi aux Nations Unies et à la communauté internationale qui doivent, a-t-il rappelé, inciter le Gouvernement palestinien à jouer son rôle de chef de file à Gaza.

M. Mladenov a réaffirmé avec force que la Palestine devrait être unie, en rejetant toute approche visant à diviser Gaza et la Cisjordanie. L'objectif ultime de l'ONU concernant Gaza est de voir ouvrir tous les points de passage, dans le cadre de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité. En attendant, le Mécanisme temporaire de reconstruction de Gaza est la seule solution pour laisser entrer le matériel de reconstruction. À la date du 19 mai, entre 85 000 et 100 000 foyers ont besoin de ces matériaux pour réparer leurs maisons. En outre, 85 projets sur les 167 soumis et financés par la communauté internationale et le secteur privé ont été approuvés, dont 8 sont en cours de réalisation.

Malgré les pas franchis, le Coordonnateur a estimé qu'on était encore loin du compte pour combler les besoins de reconstruction de Gaza. En vue d'accélérer les travaux, les Nations Unies, a-t-il indiqué, travaillent en lien étroit avec le Coordonnateur du Ministère israélien de la défense chargé des activités dans les Territoires, avec le Ministre palestinien des affaires civiles, ainsi qu'avec les donateurs.

Passant à la question du Liban, M. Mladenov a indiqué que la Coordonnatrice spéciale, Mme Sigrid Kaag, et le Groupe de soutien international pour le Liban s'étaient réunis aujourd'hui

à Beyrouth, avec le Premier Ministre libanais, M. Tamam Salam. À la date du 25 mai, cela fera un an que le Liban n'a pas de président, un vide qui affaiblit les capacités du pays à réagir face aux difficultés et à fonctionner normalement, a-t-il déploré avant d'appeler les députés à élire un président au plus vite.

Faisant remarquer que le Liban accueille 1,2 million de réfugiés syriens enregistrés, M. Mladenov a lancé un nouvel appel à la communauté internationale afin qu'elle tienne ses promesses pour venir en aide à ce pays. Il a aussi regretté les incidents survenus à la frontière avec la Syrie, du fait d'attaques menées par des groupes armés extrémistes, malgré les efforts immenses consentis par les Forces armées libanaises. Il a salué à ce propos le soutien apporté à ces forces par la France et l'Arabie saoudite.

La zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est restée calme, malgré la situation volatile sur le plateau du Golan, a assuré M. Mladenov, tout en reconnaissant que des violations de l'espace aérien libanais par Israël étaient commises presque chaque jour. Il a aussi signalé les incidents survenus entre les Forces armées syriennes et les membres armés de l'opposition dans le Golan, ainsi que les combats entre les groupes armés dans la zone de séparation, qui ont constitué une violation de la ligne de cessez-le-feu.

Revenant à la question du conflit israélo-palestinien, M. Mladenov a prévenu que la période à venir allait être cruciale pour l'avenir du processus de paix. « Maintenir le statu quo est intenable », a-t-il réaffirmé, en soulignant la dégradation des conditions de vie et de sécurité des Palestiniens et des Israéliens.

Malgré l'absence d'horizon politique et les violentes diatribes incitant à la destruction, il y a toujours un désir et une volonté de parvenir à un accord durable, a-t-il constaté. C'est pourquoi, il a appelé à trouver une solution régionale complète, avec le soutien d'un Quatuor dynamique et un plus ferme engagement de la part des États arabes clefs.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.